

AVANT-PROPOS

1986 : Baisse du dollar, baisse du prix du pétrole, recul de l'inflation, baisse des taux d'intérêts, croissance dans l'accumulation du capital, hausse du moral de la classe capitaliste . Défaite de la classe ouvrière.

1987 : 22^e crise de surproduction du mode de production capitaliste depuis 1825.

France : Les élections de Mars 1986 ont marqué le retour au pouvoir des partis bourgeois traditionnels, dont le RPR est le leader. En 1981, grâce à la désunion entre les deux fractions de la bourgeoisie qu'incarnent respectivement le RPR et l'UDF (elle-même regroupement de forces diverses) et à la faveur de la réapparition au grand jour de crises économiques qui depuis trente ans étaient apparues comme de simples inflexions dans une accumulation capitaliste la plus importante de toute l'histoire du capital, les partis représentant les "salariés", c'est-à-dire la classe moyenne et la classe ouvrière (1) et qui constituent la gauche du capital, ont pu accéder au pouvoir, une partie des classes moyennes se ralliant à l'économie politique des partis de gauche, en espérant vaincre le chômage et les divers maux engendrés par le mode de production capitaliste.

La crise institutionnelle ouverte par le décalage entre l'esprit de la constitution de la 5^e république qui veut que le président soit investi du pouvoir suprême, et la réalité de l'Assemblée nationale élue en Mars, qui n'est plus en phase avec le pouvoir présidentiel, s'est traduite par ce que la bourgeoisie a appelé la "cohabitation". Les partis bourgeois se devaient de reprendre concrètement les rênes du pouvoir même si c'était en contradiction avec l'esprit de la constitution; d'un autre côté l'esprit de la constitution devait être défendue, et cette tâche fut dévolue à un autre représentant de la bourgeoisie, Barre, qui s'entend à représenter l'esprit de la constitution et donc à refuser toute politique "cohabitationniste". Dans la lutte pour la présidence de la république entre les deux chefs des partis bourgeois, Chirac et Giscard d'Estaing, il est fort possible qu'en tant que troisième larron, Barre puisse réunir les deux fractions de la bourgeoisie sur son nom.

Quant à Le Pen il est typiquement le produit de ce qu'il appelle "la bande des quatre", il incarne sans masque le discours d'une pratique qui momentanément chez les partis traditionnels ne peut exister que sous une forme honteuse. Dans la pratique c'est bien la gauche et non Le Pen qui a renforcé les contrôles aux frontières, pratiqué la chasse aux immigrés, les expulsions, licencié en priorité les immigrés, joué de l'aide au retour etc. Tant que la gauche était dans l'opposition, elle pouvait faire croire qu'elle incarnait une autre perspective, même si sous son discours le chauvinisme était omniprésent, la pratique a démontré qu'elle n'en avait pas. Devant l'unanimité de telles pratiques, il fallait bien que sa conscience apparaisse au grand jour, c'est ce phénomène qu'incarne Le Pen.

La stratégie de gouvernement du RPR repose tout entière sur la perspective d'une réussite économique sans faille, avec des résultats rapides, et surtout un endiguement du chômage, seule façon de se concilier les voix des salariés. Cette possibilité, le gouvernement actuel croit la tenir grâce à la conjoncture particulièrement favorable qui s'ouvre et à la politique qu'il entend mener. La

(1) Comme nous l'expliquons plus loin (cf. thèse 2.2.5.13.) la démocratie bourgeoise ne peut tolérer que certaines des classes qui la composent ne disposent pas de "représentation" officielle. Ceci notamment pour la classe ouvrière, à qui l'on tente ainsi de barrer le chemin révolutionnaire. En ce sens les partis "communistes" officiels sont bien chargés, non seulement d'encadrer la classe ouvrière, mais encore de la "représenter" - dans le cadre du réformisme, bien entendu.

bourgeoisie dispose décidément d'inepuisables réserves d'optimisme ! Car malheureusement pour ce gouvernement, d'ici les prochaines élections présidentielles (prevues pour 1988), tout laisse à penser qu'une nouvelle grave crise aura secoué le marché mondial. Celui qui sera resté en réserve fera donc figure de favori.

L'accession au pouvoir des partis représentant ouvriers et salariés qui, quelle que soit l'idéologie dont ils s'entourent ne peuvent que mener une politique de défense de l'exploitation capitaliste, a montré d'une part la capacité de la bourgeoisie à voir accéder au pouvoir des partis qui ne la représentent pas directement, et d'autre part à quel point les anciens partis ouvriers étaient embourgeoisés et avec quelle facilité ils étaient capables d'endosser les habits de la bourgeoisie.

L'expérience de 1981-86 a été également un facteur très important dans l'accélération du déperissement de l'idéologie de gauche. Tant qu'elle n'était pas au pouvoir la gauche a pu faire croire qu'elle disposait d'une solution à la crise, que grâce à son intervention et par les recettes miracles des docteurs es consommation populaire, il serait possible de relancer la machine économique et de faire reculer l'un des maux les plus voyants de la période récente : le chômage.

L'échec évident et l'adaptation rapide de l'idéologie à la réalité, avec la reprise à son compte des thèmes idéologiques les plus éculés de l'idéologie libérale ont signifié une nouvelle défaite du "marxisme" et de son corollaire le "fascisme", bref des idéologies qui pensaient que l'Etat était désormais capable d'éviter les crises. Les crises de 1975, puis 1981 ont sonné le glas de ces utopies. Seulement, bien loin de ramener une fraction de la société sur les positions authentiques du programme communiste il s'en est suivi un retour en force de l'idéologie bourgeoise traditionnelle, y compris dans ce qu'elle a de plus éculé. L'idéologie de gauche, et donc le "marxisme", censés représenter les intérêts de la classe ouvrière chez les partis de gauche, tout ce qui croyait en la mystique de l'Etat a été discrédité par l'expérience de la gauche au pouvoir; ce phénomène a favorisé l'accélération du processus de social-démocratisation de la société française. Pays de la révolution par excellence, et pays, en grande partie pour cette raison d'ailleurs, tardivement industrialisé afin de freiner le développement des antagonismes de classes, la France a connu plus tardivement que d'autres grands pays capitalistes (USA, GB, Allemagne) le développement de conditions favorables pour tenter de nier les classes sociales. Il était encore nécessaire qu'en France la classe ouvrière soit représentée à part et qu'elle dispose de son propre parti. Désormais, et tel est le sens de la défaite marquée du PCF -prêt bientôt à s'aligner, au point de vue influence sociale et politique, sur les PC des autres grandes puissances occidentales - le développement d'une classe moyenne importante, les effets de la prospérité marquée depuis 1945 et d'un développement sans précédent de l'accumulation capitaliste, la réalisation dans les limites de la société bourgeoise de la démocratie sociale etc... poussent à la social-démocratisation de la société et à ce que la classe ouvrière soit englobée dans un vaste "parti du travail", dépoussiéré des vieilles lunes et des utopies socialistes, et apte à participer à la gestion du capital de manière moderne. La France se met à l'heure des nations modernes où face à un parti du capital existe un parti du travail, à l'identité bien marquée, mais dont la différence pratique ne saurait s'observer à l'oeil nu tant sa minceur s'approche de celle du cheveu. Tel est le cas des républicains et démocrates aux Etats-Unis, Conservateurs et travaillistes en Grande-Bretagne, CDU-CSU et SPD en Allemagne etc... La France déchirée par la lutte des classes se met au diapason de l'harmonie sociale.

En ce sens les deux dernières crises de la société bourgeoise ont contribué à renforcer le résultat de 40 ans d'accumulation capitaliste : développement du salariat, développement inouï de la productivité et de l'intensité du travail, rythme élevé du progrès technique, bref autant de bases matérielles qui permettent au capital de tenter, dans son cadre limité, de nier les classes. Ce progrès capitaliste, appuyé sur la phase de contre-révolution la plus profonde de toute

l'histoire du prolétariat, et qui la renforce à son tour, constitue pour le capitalisme une victoire éclatante. Il se permet aujourd'hui d'en tirer les leçons idéologiques et se paye le luxe d'enterrer une nouvelle fois la lutte des classes et le marxisme. Après avoir vaincu le prolétariat dans les années 20, le capital se permet aujourd'hui de faire l'économie de ses représentations officielles. Parachèvement de la victoire du capital, parachèvement de la défaite du prolétariat. Tandis qu'inlassablement la taupe révolutionnaire creuse sous les fondations de la société capitaliste, tandis que les premières lézardes se produisent dans l'édifice, le corps social croit plus que jamais en être débarrassé. Ironie de l'histoire. Les tensions s'accumulent, les tonneaux de poudre s'entassent, la violence potentielle s'accroît, mais les pompiers sociaux pensent que les incendies les plus spectaculaires relèvent du passé. Ironie de l'histoire. Qui plus est la classe ouvrière elle-même semble plus que jamais démobilisée. Après avoir entamé des luttes dans la perspective d'infléchir la gestion capitaliste, de la faire fonctionner dans le sens de ses intérêts, en l'occurrence de se faire exploiter davantage, mais au moins avoir la "chance" de pouvoir vendre sa force de travail, la classe ouvrière semble ramenée à la raison et ne plus attendre avec résignation que l'aube du "libéralisme" qui ramènera enfin le "plein emploi". De nouvelles crises graves, et ce, dès l'année prochaine, vont la désillusionner, l'acculer au pied du mur là où la seule alternative est la lutte ou la mort. Hic Rhodus Hic Salta ! La seule perspective que possède le capital c'est la guerre; aux convulsions toujours plus grandes qui vont l'agiter répondra la cure obligatoire d'une guerre mondiale. Mais celle-ci risque d'emporter le patient avec la maladie, et la société tout entière risque de périr avec le MPC si le prolétariat ne l'arrête pas dans sa course folle (1).

Dans cette attente le parti communiste salue la crise à venir car elle apporte avec elle le cri de la révolution : "J'étais, je suis, je serai !".

Dans le texte que nous publions ci-après nous verrons comment Marx fondait la perspective d'une reprise de la lutte des classes sur le retour d'une nouvelle crise " Une nouvelle révolution n'est possible qu'à la suite d'une nouvelle crise, mais la première est aussi certaine que la seconde." Marx cherche toujours à percer le secret de ces mouvements cycliques de manière à les prévoir avec la meilleure certitude, de dégager l'importance de la crise, et de voir dans quelles circonstances elle peut en partie être escomptée. C'est dans le temps de rotation du capital fixe que, pour la phase moderne du mode de production capitaliste, la phase de soumission réelle du travail au capital, Marx pensait que résidait une bonne part de l'explication. Le temps de rotation est aujourd'hui environ de 6 ans et conditionne les cycles de la production capitaliste depuis 1945.

Le fait que pendant les 30 années qui ont suivi la 2^e guerre mondiale ces crises aient été d'une très faible ampleur, au point que la bourgeoisie inventa un concept nouveau, celui de "récession", qui se différenciait de la crise par le fait qu'il s'agissait d'une simple inflexion de la production au lieu d'un recul brutal de celle-ci, ce fait a non seulement illusionné la bourgeoisie mais aussi certaines fractions du milieu révolutionnaire, c'est-à-dire ce qui tient lieu aujourd'hui, plutôt mal que bien, de ce que le communisme théorique appelle le "parti historique". Mais depuis 1975 il n'est plus possible de nier que les "récessions" se changent en crises et d'ailleurs le terme a fait sa réapparition chez les chroniqueurs de la bourgeoisie. Quand aux phases de reprise elles dégagent un tel faible taux de croissance moyen sur la période, que maints économistes - et le CCI par exemple est de ceux qui raisonnent ainsi - en arrivent à prendre, ce en quoi ils se trompent, même les périodes d'accumulation pour des périodes de crises.

(1) La catastrophe "civile" de Tchernobyl vient de nous donner un avant goût de ce que sera la guerre à venir : toute l'Europe contaminée par un accident survenu en Ukraine, accident dû à la lamentable organisation sociale capitaliste.

Aussi le premier plumitif venu peut-il affirmer, ce qui ne fait qu'ajouter à la confusion, que : *"Si l'on peut employer le terme de crise pour désigner la période que traverse l'économie mondiale depuis la grande récession de 1974, c'est dans une nouvelle acception de ce terme au regard de ce qu'il désignait...Parler aujourd'hui de crise, c'est faire état d'une crise de la croissance." (Croissance et crise).*

Alors que dans les entrailles de la société bourgeoise mûrit la 22^e crise de surproduction du mode de production capitaliste, qui devrait éclater aux alentours de 1987, voilà que pour certains esprits, "l'heure des vérifications a sonné". *" Il n'existe pas et il n'a jamais existé dans les dernières décennies de crise capitaliste de surproduction". (G. Munis. L'arme de la critique. Supplément à Alarme.)* Quand on sait que de telles déclarations viennent d'un des camarades les plus anciens et les plus estimés du communisme internationaliste, un de ceux qui, contre vents et marées et dans les pires circonstances ont su rester fidèle au communisme de Marx, Engels, Lénine ou Trotsky, on mesure aussi l'extraordinaire recul, y compris dans le mouvement communiste, des principes fondamentaux du programme communiste. Dans cet article (d'ailleurs très mal traduit en français où "l'oeuf de Colomb" rest l'hispanique "oeuf de Colon" !), Munis passe en revue les faits caractéristiques d'une crise de surproduction pour pouvoir affirmer, chiffres ou évidences à l'appui que les crises de surproduction n'existent plus. Ce faisant on a recours à divers tours de passe-passe.

Tout d'abord (nous examinerons les autres ultérieurement), on résume en partie Marx, puis on le lie avec la sauce du CCI, en l'occurrence on reprend certains éléments de Marx puis on se met à les projeter dans le temps, c'est à-dire en faisant croire que Marx parlait de la crise de surproduction comme d'une crise permanente. Que la conception du CCI soit celle d'une crise permanente est une chose, et en ce sens cela conduit à avoir une vue fataliste, gradualiste, pacifiste de la politique révolutionnaire, mais en profiter pour présenter une telle perspective comme étant celle du programme communiste n'est pas un argument sérieux.

" Il faut distinguer, écrit Marx, lorsque Smith explique la baisse du taux de profit par la surabondance de capital, il veut parler d'un effet permanent ce qui est faux. Par contre surabondance de capital transitoire, surproduction, crise, c'est quelque chose de tout à fait différent. Des crises permanentes, ça n'existe pas." (Marx. Théories sur la plus-value. t.2 p.592)

Par conséquent la question n'est pas : les symptômes d'une crise de surproduction se sont-ils manifestés en permanence au cours des dernières décennies, mais : au cours des dernières décennies les symptômes d'une crise de surproduction se sont-ils manifestés plus ou moins régulièrement ?

Nous avons souvent indiqué dans cette revue que le cycle était d'environ 6 ans. Deux crises de surproduction ont éclaté depuis les années 1970, l'une vers 1974-1975 suivant les pays, l'autre dans la période 1980-1982. Elles ont pour commun point de départ le centre capitaliste le plus développé : les Etats-Unis d'Amérique, et pour atteindre les métropoles les plus développées du capitalisme mondial elles n'ont mis en général guère plus d'un trimestre, alors que la crise de 1929 a mis 2 ou 3 ans à traverser l'Europe. Ceci témoigne du degré d'unité que le capital a acquis à l'échelle mondiale et de sa concentration croissante. Qui plus est les crises récentes ont mis un océan supplémentaire sur leur parcours puisqu'elles traversent avec la même rapidité le Pacifique, qui est désormais le principal pôle des échanges internationaux, comme Marx l'avait prévu dès 1853. Quand au "rideau de fer" il fait dans ces occasions plutôt figure de passoire.

Prenons maintenant les symptômes que retient Munis et voyons si ceux-ci se sont ou non manifestés lors des périodes effectives de crise.

" L'effet le plus devastateur de la crise de surproduction concerne le proletariat de chaque pays. Les licenciements d'ouvriers se multiplient...les "crisistes"...ont confondu un réajustement technique avec le désordre de la surproduction, et par conséquent, les licenciements causés par le premier, avec l'énorme masse humaine des sans travail avec la crise en question."

Il est tout à fait exact qu'augmentation du chômage et crise ne sont pas synonymes. Trente années d'accumulation capitaliste exceptionnelle ont laissé l'armée de réserve industrielle à un niveau suffisamment bas pour que les chantres du mode de production capitaliste aient pu croire et faire croire que le "plein emploi" (entendu dans son sens populaire, c'est-à-dire résorption du chômage à un minimum) et MFC étaient désormais compatibles. C'était compter sans la très célèbre loi de la baisse tendancielle du taux de profit, qui est liée d'une part à la hausse de la composition organique et exprime donc que pour une masse de capital égale on emploie moins de travail vivant, et d'autre part la baisse du taux d'accumulation, le capital tendant, étant donné la baisse du taux de profit, à s'accumuler moins rapidement, il s'ensuit une croissance de l'armée de réserve industrielle, dont le "chômage" n'est que l'aspect le plus visible (1). Cette armée industrielle est soumise aux vicissitudes du cycle industriel et s'enfle ou se contracte selon les besoins du capital. Si un ralentissement de ce que les économistes appellent le taux de croissance (qui est en relation avec le taux de profit) a permis la consolidation de cette armée de réserve, celle-ci peut se résorber partiellement dans la partie du cycle où l'accumulation du capital s'accélère pour s'accroître **brutalement lors de la crise**. Par conséquent, si de cycle en cycle il y a eu une baisse du taux de croissance et donc une consolidation de l'armée de réserve, est-ce que celle-ci ne s'est pas gonflée au moment de la crise ? Ici Munis se tait, voyons pourtant les faits. Prenons quelques exemples parmi les pays qui comptent sur le marché mondial:

	1970	1973	1975	1979	1980	1981	1982	1983	JA84	SEP85
Etats-Unis	4093	4365	7929	6137	7637	8273	10778	10717	9026	8274
Allemagne	149	273	1074	876	889	1272	1833	2258	2539	2251
France	510	576	902	1355	1452	1694	1863	1864	2252	2436
Royaume-Uni	555	557	838	1235	1513	2395	2770	2984	3199	3276

(en milliers)

Par conséquent à chaque crise, 1975, 1981-82, le chômage s'accroît brutalement. Ces phénomènes ont été plus ou moins estompés en France, la gauche à cette époque essayant son fameux "traitement social" du chômage (report du chômage sur les retraités, travail partiel etc...). De ce fait l'accroissement du chômage dans les années suivantes, outre qu'il témoigne du faible taux de croissance de l'économie française, montre aussi que les barrages mis devant la montée du chômage ont lâchés. D'autre part les lois sociales comme celle sur le droit de licenciement ont pour effet de lisser beaucoup plus la courbe du chômage qu'aux Etats-Unis par exemple où le cycle classique apparaît ainsi beaucoup mieux. Par conséquent aggravation du chômage pendant les crises, consolidation de l'armée de réserve à un niveau toujours plus élevé pendant le cycle étant donné la baisse tendancielle du taux moyen de croissance d'un cycle à l'autre. Souvenons-nous que lors de la reprise américaine, pour une partie dopée par le déficit budgétaire et commercial, les bons apôtres de la société bourgeoise s'étaient enthousiasmés sur les effets de la "reaganomic" et sur les capacités de l'économie américaine à résorber rapidement le chômage. Comme

nous l'avons prévu (cf. CouC N° 17 p.2) cette baisse du chômage consécutive à l'accumulation du capital l'a néanmoins laissé à un niveau plus élevé que lors du cycle précédent (1975-1981). Le chômage moyen sur l'ensemble de la période (1981-1987) sera donc plus important. Le maximum de chômage qui était de près de 8 millions en 1975 a atteint 10,7 millions en 1982-83. Gageons que les 12 millions seront dépassés lors de la prochaine crise aux alentours de 1987.

Nous avons donc vu que contrairement aux affirmations de Munis il y avait bien eu aggravation du chômage lors de la crise. Pour esquiver le problème Munis recourt alors à un autre stratagème. On se met à comparer les crises récentes avec une crise plus importante, en l'occurrence la crise de 1929 et on déclare qu'en comparaison de 1929 les crises actuelles n'en sont pas : *"Pendant la crise des années 30, en Allemagne seulement il y avait plus de 10 millions d'ouvriers sans travail pour une population inférieure à celle d'aujourd'hui; aux Etats-Unis plusieurs millions en plus et aussi plus ou moins proportionnellement dans les autres pays industrialisés. Le vagabondage, le "lumpen proletariat" abondaient aux Etats-Unis."*

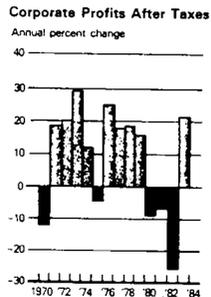
Que dire de tout cela ? Que les crises les plus récentes aient été moins fortes que celle de 1929, qui le nie, moins quelques imbéciles qui écrivent dans "Révolution Internationale" ? Cela ne signifie pas que les crises n'ont pas eu lieu ni surtout que les crises à venir n'ébranleront pas beaucoup plus profondément que celle de 1929 - qui fera figure de bon souvenir - les fondements de la société bourgeoise. Les faits cités par Munis montrent simplement l'énorme capacité de résistance qu'a développée le capital, les crises actuelles intervenant dans le cadre d'une productivité globale du travail extraordinairement développée par rapport à 1929. Ce la montre que les gardes fous mis en place par le capital jouent encore, que ces capacités à limiter les effets de la crise sont plus importantes, mais malheur à la bourgeoisie lorsque tout ce qui a été escompté devra être rendu.

De tout cela Munis n'a cure : *"Il n'y a pas et il n'y a pas eu de crise de surproduction. A aucun moment un des symptômes qui lui sont annexés n'a été présent. Ni perte de capital, ni faillite de grands monopoles, ni même suspension de la croissance du capital global."*

Autant de points soulevés, autant de contre-vérités, autant d'aveuglements devant les faits les plus élémentaires.

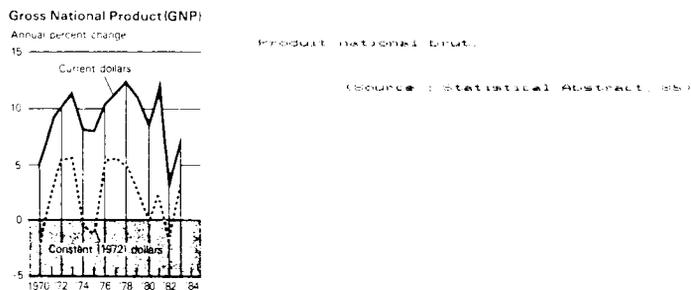
Pas de perte de capital ? Considérons l'évolution des taux de profit des entreprises aux Etats-Unis; le tableau ci-dessous est éloquent et montre qu'à chaque phase de crise le taux de profit a baissé brutalement.

Profits d'entreprise. Pourcentage annuel.
(Source : Statistical Abstracts, 85)



Pas de faillite de monopole ? Traçons un rapide tableau des principales branches de la production industrielle et des entreprises les plus importantes qui les composent. Ont connu des pertes parfois retentissantes les entreprises suivantes : Charbonnages de France (pertes chroniques, vit de subventions de l'Etat); Electricité de France, Gaz de France; Sacilor-Usinor (pertes chroniques, vivent de subventions de l'Etat), Vallourec, Fecchiniy (qui a du vendre sa filiale chimique PCUK, qui a été dépeçée entre ICI, Rhône-Poulenc et Elf); Rhône-Poulenc; Creusot-Loire; Thomson; Renault; Peugeot; Olida; Boussac St-Freres (dépot de bilan)...et l'on pourrait allonger la liste avec des entreprises moins connues, qui sont les leaders de leurs branches.

Pas de suspension de la croissance du capital global ? Que signifient alors le recul du PIB de nombreux pays industrialisés en 1975 ou entre 1980 et 1982 ? Quant au commerce mondial il a dans les mêmes périodes connu des contractions encore plus fortes. Prenons le pays le plus développé, les USA et nous obtenons le tableau suivant :

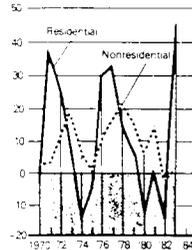


Sur tous les points cités les faits démentent Munis. En confondant les années de crise avec les périodes beaucoup plus longues pendant lesquelles l'accumulation du capital se poursuit, quelque puisse être sa lenteur, on commet un horrible amalgame qui peut certes réfuter les élucubrations du CCI, mais met du même coup à mal le programme communiste.

Munis poursuit dans la même veine à propos des cotations en bourse. *"Depuis 1982, les cotations en bourse ne cesse (sic) de monter"*. Quelle belle preuve ! A partir de 1982, suivant les pays, a commencé une nouvelle phase d'accumulation capitaliste, que la bourse accompagne, et même au-delà, étant donné son caractère spéculatif, ce qui n'a rien d'anormal dans une telle phase. Par contre aussi bien en 1975 qu'en 1981 les cours de la bourse ont chuté brusquement. Par conséquent les boursicoteurs français en herbe doivent savoir que lorsque la prochaine crise qui partira des Etats-Unis éclatera, il leur restera trois mois pour vendre leurs actions.

Munis n'est pas à court d'arguments, comme celui-ci qui concerne l'évolution des investissements : *"les investissements de nouveau capital, ininterrompus dans des conditions dans des conditions normales, et accélérées quand on devine la reprise, disparaissent jusqu'aux premiers indices de hausse des prix et de réorganisation du marché tant national qu'international"*. Pas de chute de l'investissement ? A chaque crise l'investissement a reculé, pour reprendre avec la reprise de l'expansion capitaliste.

Gross Private Domestic
Investment
Annual percent change



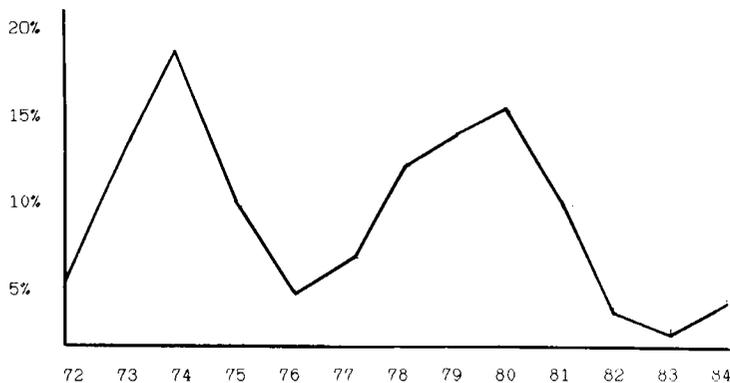
(Investissement national brut privé)

(Source : Statistical Abstract, 85)

Last but not least, venons en maintenant à l'argument le plus sérieux de Munis. Il n'y a pas eu de "baisse ruineuse des prix" (Marx), de "destruction du capital" (Marx). *"Bien au contraire, les prix et la cherté de la vie en général ont augmenté constamment, à tel point que gouvernements, dirigistes et patronaux, considèrent comme un succès une réduction légère."* (p.26).

Nous avons là, après l'assimilation des positions de Marx à celles du CCI, après la comparaison fallacieuse entre deux crises, celle des années 1930 et les crises récentes, de manière à prétendre que les crises actuelles, en comparaison de 1929, ne méritent pas ce nom, une troisième acrobatie pour dénaturer le programme communiste. Quand Marx parle de baisse ruineuse des prix, il s'agit des **prix de gros** et non des prix de détail. Dans la France de 1975 les prix de gros, même si c'est légèrement, **ont baissé**. En ce qui concerne la crise de 1981, ils ont fléchi, mais ne semblent pas être devenus négatifs (sauf pour certains secteurs). Le même phénomène est valable pour les Etats-Unis, c'est-à-dire fléchissement très net des prix de gros lors de la crise de 1975 et de 1981 sans qu'ils deviennent dans l'ensemble négatifs, (toujours à l'exception de quelques branches : produits agricoles, énergie, bois, certains secteurs du papier, du plastique, de la chimie, du textile etc...), c'est donc seulement partiellement que les prix de gros ont baissé tout en accusant un ralentissement marqué.

Tableau de l'évolution des prix de gros (pourcentage d'accroissement annuel) aux USA.



Dans le même temps, ces années de crise ont correspondu aux années de maximum de l'inflation des prix de détails du cycle. Accroissement des prix de détail, ralentissement, voire baisse dans certains cas des prix de gros, tels sont les faits qui semblent marquer les crises récentes. Est-ce un phénomène bien nouveau ?

Voilà ce qu'écrivait Carl Steuerman (alias Otto Rühle) en 1931 dans un ouvrage consacré à la crise du capitalisme : *"Pendant les crises précédentes, dès que le débit diminuait et que le marché ne pouvait plus se débarrasser des surplus des marchandises, une action se déclenchait aussitôt dans le mécanisme capitaliste, dont le but était d'accélérer l'écoulement des marchandises. Cette action, c'est la baisse des prix. De même que l'augmentation de la demande fait monter les prix, de même l'affaiblissement de la demande produit presque automatiquement la baisse. Au moyen des bas prix, on réussissait toujours, pendant les crises précédentes, à triompher de la paralysie du marché et à rétablir la circulation des marchandises. Il n'en est pas de même dans la crise actuelle. Elle semble suivre une loi différente. La demande baisse, mais non les prix, ou bien ils baissent trop peu, beaucoup trop peu par rapport à la masse des marchandises superflues, trop peu aussi par rapport à la diminution profonde du pouvoir d'achat des masses. Dans certains cas, les prix ont même eu tendance à augmenter."* (C. Steuerman. *La crise mondiale F.79*)

Comme on le voit ce type de phénomène s'est donc déjà présenté au moins en partie dans la crise de 1929 et Munis n'a pas été jusqu'à déclarer qu'en 1929 il n'y avait pas eu de crise. Plutôt que de se livrer à une étude minutieuse de ces phénomènes, d'en analyser la portée et les conséquences, d'en prévoir le retour ou la disparition, Munis préfère renier le programme communiste. Malgré ces phénomènes, y a-t-il eu dévalorisation du capital ? Car le fondement de la baisse des prix revient à détruire par une telle baisse générale le capital en excédent. Nous disposons d'un élément d'appréciation, avec l'évolution de ce que la bourgeoisie appelle la productivité, et qui correspond plutôt à ce que nous nommons l'intensité du travail, qui mesure ici l'évolution de la valeur créée par personne (bien sûr la bourgeoisie confond productifs et improductifs, sans compter d'autres difficultés d'interprétation). Si cet indicateur recule, nous avons des éléments qui montrent (surtout si dans le même temps le produit national recule lui aussi) qu'il y a eu dévalorisation du capital.

Si la dévalorisation brutale du capital qui est un corollaire, voire la définition même de la crise, s'est bien effectuée, pourquoi ne s'est-elle pas réalisée à travers une baisse des prix plus marquée que celle à laquelle nous avons assistée ? C'est que plus la phase de soumission réelle du travail au capital se développe, et plus, avec le développement du crédit et la formation du marché mondial, la monnaie perd sa référence à une marchandise particulière (sans pouvoir s'en affranchir totalement). La perspective d'une baisse des prix implique aussi que l'étalon qui sert de mesure à ces prix n'ait lui-même subi pas ou peu de variation. Si ce n'est pas le cas et tout semble se passer ainsi, si la monnaie elle-même se dévalorise dans des proportions semblables, dans ce cas le capital peut dépasser ses contradictions au travers de crises qui se traduisent par une dévalorisation brutale qui n'engendre pas, du moins dans l'immédiat, une baisse des prix qui, tout le monde le sent bien, engendrerait une catastrophe économique inégalée à ce jour. Qu'à travers cette dévalorisation de la monnaie le capital ait pu limiter l'ampleur des crises récentes ne dit rien, bien au contraire sur les crises futures qu'il aura à affronter; comme le remarquait Engels : *"Chaque élément qui s'oppose à la répétition des crises anciennes porte en lui le germe d'une crise future bien plus violente."*

Mais plutôt que, à partir d'une étude scrupuleuse des faits actuels, essayer de prévoir la venue de cette crise future, on assiste malheureusement à des tentatives plus proches du journalisme bourgeois que de la politique du communisme révolutionnaire pour proclamer, contre toute réalité que les crises de surproduction ont "disparu".